

La vérité sur le dossier nucléaire iranien

By: Masri Feki © Al-Seyassah (Koweït)
5 juillet 2007

Source : www.masrifeki.com

En dépit des déclarations officielles des dirigeants iraniens insistant sur le caractère civil de leur programme nucléaire, de nombreuses informations démontrent que ce dernier ne répond pas uniquement à un souci d'approvisionnement énergétique, mais à une marche vers la possession de l'arme nucléaire.

Officiellement, les installations nucléaires de Boushehr, près du golfe Persique, représentent la première phase d'un vaste programme civil de production électrique à partir de centrales nucléaires. Les puissances occidentales, mais aussi la Turquie, l'Égypte et les pays arabes du Golfe, craignent que sous couvert d'un programme de recherche civil, Téhéran puisse acquérir suffisamment d'expertise pour se procurer des armes nucléaires. En 2002, une série de révélations a heurté les chancelleries occidentales et modifié leur évaluation de la menace iranienne. Le premier choc est survenu en août 2002, lorsqu'un groupe d'exilés iraniens a révélé que le régime islamique faisait construire des installations permettant l'enrichissement de l'uranium à Natanz (environ 350 km au sud de Téhéran). Lorsque le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed ElBaradei, s'est rendu sur le site en février 2003, les installations de Natanz contenaient déjà 160 centrifugeuses fonctionnelles et des pièces pouvant permettre l'assemblage de 1000 autres. En plus, l'Iran a fait construire une usine à Arak, au centre du pays, pour la production d'eau lourde, qui peut certes être utilisée dans certains types de centrales nucléaires, mais qui peut également servir à la production de plutonium. Suite à sa visite, ElBaradei a commencé à s'interroger sur l'utilité pour l'Iran de produire de l'eau lourde, puisque ce pays ne possédait aucune centrale à eau lourde¹.

Dans son rapport de juin 2003, ElBaradei a soulevé une autre question restée ouverte, à savoir l'usage que l'Iran entend faire des deux tonnes d'uranium acheté à la Chine en 1991, dont une partie prenait la forme d'hexafluorure d'uranium (UF6) et de tétrafluorure d'uranium (UF4). L'UF6 est une forme de gaz à partir duquel on peut enrichir l'uranium à l'aide de centrifugeuses. L'AIEA a noté qu'un des cylindres contenant l'UF6 importé pesait 1.9 kg de moins que déclaré, ce à quoi l'Iran a répondu que les quantités manquantes résultaient d'une fuite de cylindres, constatée un an auparavant. D'autre part, la plupart de l'UF4 importé a été converti en uranium métal. Pour l'AIEA, l'usage de cet uranium métal doit être éclairci, puisque aucun des réacteurs dont dispose l'Iran aujourd'hui ne requiert d'uranium métal pour la production d'électricité. Ce questionnement est lourd de conséquences, vu que l'uranium métal est essentiellement employé dans la fabrication d'armes nucléaires.

Il est toutefois difficile d'accuser l'Iran de ne pas avoir respecté ses engagements internationaux sur la question nucléaire. Le Traité de non-prolifération (TNP) permet aux États signataires de développer leur capacité nucléaire, à usage civil, tant qu'ils permettent à l'AIEA d'effectuer des inspections de leurs installations. Sous couvert de ce traité, un État peut néanmoins développer une formidable capacité nucléaire, qui peut ensuite être facilement détournée vers un usage militaire s'il se retire du traité. L'Iran affirme développer son programme nucléaire en vue d'atteindre l'autonomie dans l'alimentation de ses centrales nucléaires. Il est cependant curieux que la République islamique recherche une telle alternative aux ressources hydrocarburées qu'elle détient pourtant en quantité colossale.

¹ Pierre Jolicoeur, « L'Iran et la question nucléaire », *Revue Points de Mire*, Centre d'Études et des Politiques Étrangères et de sécurité (CEPES), 15 septembre 2003, vol. 4, no 6.

Bref, si l'AIEA n'a pas établi avec certitude que le programme nucléaire iranien est bien militaire, elle ne peut non plus certifier qu'il est exclusivement civil².

L'acquisition par l'Iran de l'arme atomique poserait plusieurs types de dangers. D'abord, sa doctrine d'emploi serait-elle rationnelle³ ? Le président iranien qui n'éprouve aucun état d'âme à propos du « choc des civilisations » a une vision du monde actuel et des temps à venir qui prétend pressentir et hâter le retour apocalyptique du Mahdi, l'imam caché. Pour certains⁴ ce retour du douzième imam nécessite la disparition préliminaire de l'État d'Israël, symbole de l'humiliation musulmane et du colonialisme occidental aux yeux des islamistes, mais aussi de nombreux nationalistes. Les propos belliqueux de Mahmoud Ahmadinejad qualifiant cet État voisin de « tumeur » à « rayer de la carte » pose la question de la rationalité de la politique iranienne. En ce sens, les menaces réitérées proférées à l'encontre de Jérusalem doivent être entendues comme un officiel et permanent *casus belli*. Certains analystes réfutent l'éventualité d'un usage irrationnel de l'énergie atomique et soutiennent que les objectifs de l'Iran nucléarisé sont, au contraire, bien rationnels : sortir de son isolement régional et répandre la doctrine islamique chiite pour lui assurer une hégémonie mondiale⁵. Les deux hypothèses peuvent être simultanément probables.

Deux stratégies peuvent se combiner pour l'Iran : l'acquisition de l'arme nucléaire et, sous ce parapluie, la pratique concomitante du terrorisme international. Jusqu'à la réalisation de ce couplage destructeur, le régime islamique doit démontrer son leadership non seulement sur le Moyen-Orient arabe mais sur le monde islamique planétaire. Pour gagner du temps il est prêt à prodiguer la fausse monnaie du langage d'apaisement dans l'espoir de duper les démocraties européennes « molles » au moment où les États-Unis et leurs alliés sont préoccupés par les difficultés en Irak. L'Iran d'Ahmadinejad est convaincu qu'une fois la bombe acquise, les rapports de force dans la région changeront de façon radicale et durable en sa faveur et qu'il sortira définitivement de ce qu'il vit comme un encerclement.

L'acquisition par la République islamique d'une arme nucléaire représenterait un bouleversement régional et global. Outre les raisons évoquées plus haut, une bombe iranienne renforcerait les éléments les plus radicaux en Iran, confortés par ce succès majeur, et aurait un lourd impact sur la course à l'armement au Moyen-Orient, puisque l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Turquie seraient puissamment incitées à revoir leur engagement de ne pas acquérir l'arme nucléaire.

La bombe iranienne remettrait aussi en cause la fragilité d'un cercle vertueux dans la région, mais encore probablement – après la sortie de la Corée du Nord du TNP en 1993 – l'ensemble du régime de non-prolifération, qui ne résisterait pas à un assaut de cette envergure dans une partie du monde stratégiquement sensible⁶. C'est ainsi que tout le système mondial de prévention du risque atomique s'écroulerait, puisque sa clef de voûte, le TNP, ne servirait plus à rien si un de ses pays signataires (en 1970) – et qui en respecte officiellement les dispositions – pouvait impunément acquérir l'arme suprême. Une telle extrémité relancerait une nouvelle fois la prolifération que la communauté internationale a depuis près de quatre décennies tenté d'éviter et perturberait ainsi le système international de façon profonde et durable.

Même si on reconnaît que ce n'est pas dans un an que Téhéran placera une charge nucléaire sur un missile Shahab de longue portée, il y a de grandes chances que l'Iran finisse par se doter de cette arme redoutable. La puissance de l'État, sa stature, ses compétences sont capables de l'amener au but que ses dirigeants poursuivent depuis plus de trois décennies.

² Le 21 février 2007, le Directeur général de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA), Mohamed ElBaradei, affirmait au sujet du programme nucléaire iranien que Téhéran avait six mois pour atteindre des « capacités industrielles » (militaires), selon l'agence iranienne IRNA.

³ Luc Barochez, « Nucléaire iranien : pourquoi il faut être pessimiste », *Le Figaro*, 7 mars 2006.

⁴ Le *Mahdi attendu* est le futur calife bien guidé qui rétablira l'unité des musulmans à la fin des temps, selon la foi chiite.

⁵ Raphaël Draï, « Après la bombe, le plan ultime de l'Iran », *Le Figaro*, 30 août 2006.

⁶ Thérèse Delpech, *L'Iran, la bombe et la démission des nations*, Autrement, Paris, 2006, p. 10.

Que peuvent donc faire les États-Unis s'ils s'engagent vers une confrontation ? L'option la moins vraisemblable serait le déclenchement d'une guerre analogue à celle menée contre l'Irak. L'Iran est un pays d'une tout autre envergure par sa dimension, sa population, ses ressources, sa position géostratégique. Une confrontation militaire nécessiterait l'engagement de forces considérables. Les forces iraniennes, divisées entre une armée classique et le corps des Gardiens de la révolution, ne disposent, en réalité, que de crédits restreints et ne représentent qu'une puissance limitée, mais, en dehors peut-être des régions kurde au nord-ouest et baloutche au sud-est, la résistance pourrait être indéfiniment prolongée dans toute la partie centrale du pays.

Dans le même temps, se contenter de pressions diplomatiques et de sanctions économiques sur l'Iran peut, à l'inverse de l'effet recherché, renforcer la frange extrémiste du régime en fusionnant les courants nationalistes et fondamentalistes de l'opinion iranienne. Attendre l'élection présidentielle américaine et une éventuelle révision de la politique des États-Unis à cette occasion ferait perdre un temps précieux. Obliger Téhéran à signer le Protocole additionnel au TNP⁷, qui procure à l'AIEA des pouvoirs plus étendus pour l'inspection de sites nucléaires⁸, serait insuffisant pour empêcher l'Iran de devenir une puissance nucléaire puisque ce dernier peut se retirer du TNP à tout moment. Multiplier les sanctions économiques serait inefficace : la République islamique dispose de la troisième réserve mondiale de pétrole. Elle exporte 2,7 millions de barils par jour dont la plus grande partie est écoulée en Asie (le Japon dépend pour 15% de ses importations pétrolières de l'Iran, la Chine pour 13%), mais aussi en Europe (0,8 millions de barils par jour). On voit mal dans ces conditions quelles sanctions internationales pourraient efficacement frapper l'Iran sans faire flamber le prix du brut. Dans ces conditions, on peut se demander si les sanctions ne sont pas avant tout pour l'Occident – et en particulier pour l'Europe – un moyen de s'assurer une bonne conscience.

Si le plus grand danger était le niveau de maîtrise de la technologie nucléaire, l'option coercitive la plus probable serait la destruction ciblée des centres industriels et nucléaires supposés capables de produire un jour des armes atomiques. Mais la réaction iranienne déjà annoncée ne se limiterait sans doute pas à une rupture avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et pourrait se traduire par des initiatives déstabilisant le dispositif politique et militaire américain en Afghanistan – et indirectement au Pakistan. Le moins que l'on puisse dire est que Téhéran est en position de force. Et cela rend d'autant plus nécessaire une action ferme des États-Unis contre la République islamique.

⁷ Ce protocole avait été négocié à la suite de la découverte d'un programme nucléaire clandestin en Irak au début des années 1990. À ce jour, 78 pays signataires du TNP, sur les 188, ont signé ce protocole, mais pas l'Iran.

⁸ En vertu du Protocole additionnel du TNP, les inspecteurs de l'ONU peuvent inspecter des sites non déclarés par différents moyens, comme la prise d'échantillons environnementaux ou la visite sans préavis de sites suspects...

حقيقة وأبعاد الملف النووي الإيراني

بقلم: مصري فقي © السياسة (الكويت)

5 يوليو 2007

على الرغم من تصريحات القادة الإيرانيين حول الطابع المدني لبرنامجهم النووي، فالتعدد من المعلومات تشير إلى أنّ هذا البرنامج لا يتعلق باحتياجات الطاقة فحسب، بل إنه يمثل خطوة أولى على طريق امتلاك طهران للسلاح النووي.

تمثل منشآت بوشهر النووية قرب الخليج العربي، على الأقل بشكل رسمي، المرحلة الأولى من برنامج مدني ضخم لإنتاج الكهرباء. وتخشى القوى الغربية، وكذلك تركيا ومصر ودول الخليج، أن تتمكن طهران من اكتساب ما يكفي من الخبرة لإنتاج أسلحة نووية، وذلك تحت غطاء برنامج أبحاث مدني.

بدأ تناول الموضوع بجديّة في آب/أغسطس 2002، عندما كشفت مجموعة من المعارضين الإيرانيين عن بناء إيران منشآت تسمح بتخصيب اليورانيوم في ناتانز (على بعد 350 كيلومتراً تقريباً جنوبي طهران). وحين زار المدير العام للوكالة الدولية للطاقة الذرية د. محمد البرادعي الموقع في شباط/فبراير 2003، كانت منشآت ناتانز تحتوي على 160 آلة نابذة فاعلة وقطعاً تسمح بتجميع ألف آلة أخرى. علاوةً على ذلك، شيدت إيران مصنعاً لإنتاج المياه الثقيلة في مدينة أراك بوسط البلاد، ويمكن بالطبع أن تستخدم هذه المياه في بعض أنماط المحطات النووية، لكن يمكن استخدامها أيضاً في إنتاج البلوتونيوم. بعد زيارة البرادعي، بدأ التساؤل حول فائدة إنتاج المياه الثقيلة بالنسبة لإيران، باعتبار أنه ليس لدى هذا البلد أية محطة تعمل بالمياه الثقيلة [1].

في التقرير الذي أصدره البرادعي في حزيران/يونيو 2003، طرح مسألة أخرى وهي معرفة كيف تعتزم إيران استخدام 2 طن من اليورانيوم اشترتها من الصين في عام 1991، قسم كبير منه على شكل سداس فلورات اليورانيوم (UF6) ورابع فلورات اليورانيوم (UF4). فسداس فلورات اليورانيوم هو غاز يمكن استخدامه لتخصيب اليورانيوم باستخدام الآلات النابذة. وقد لاحظت الوكالة الدولية للطاقة الذرية بأنّ وزن إحدى الاسطوانات التي تحتوي على هذا الغاز المستورد يقل بمقدار 1.9 كيلوغرام عن الوزن المعلن، وردت إيران على ذلك بأنّ نقص الكمية نتج عن تهريب من الاسطوانات، لوحظ قبل عام من ذلك. من جانب آخر، جرى تحويل معظم رابع فلورات اليورانيوم إلى يورانيوم معدني. ينبغي التوضيح هنا أن أياً من المفاعلات التي تمتلكها إيران اليوم لا يتطلب اليورانيوم المعدني لإنتاج الكهرباء. وهذه الملاحظة تثير الريبة حيث أنّ اليورانيوم المعدني يستخدم بصورة أساسية في صنع الأسلحة النووية.

في الوقت نفسه يصعب اتهام إيران بعدم احترام التزاماتها تجاه المجتمع الدولي، إذ تسمح معاهدة حظر انتشار الأسلحة النووية للدول الموقعة عليها بتطوير قدراتها النووية ذات الاستخدام المدني طالما أنها تسمح للوكالة الدولية للطاقة الذرية بتفتيش منشآتها. ولكن تحت غطاء هذه المعاهدة، تستطيع دولة ما تطوير إمكانيات نووية كبيرة، يمكن بعد ذلك تحويلها بسهولة إلى الاستخدام العسكري إذا ما انسحبت من المعاهدة. تؤكد إيران أنها تطور برنامجها النووي بهدف التوصل إلى الاعتماد على الذات في تمويل محطاتها النووية. لكن من المثير للدهشة أن تبحث الجمهورية الإسلامية عن بديل كهذا للمصادر النفطية التي تمتلكها بكميات هائلة. موجز القول، إذا لم تقدّم الوكالة الدولية للطاقة الذرية دليلاً قاطعاً على الطابع العسكري للبرنامج النووي الإيراني، فهي لا تستطيع أيضاً التأكيد على أنه مدنيّ محض [2].

يمكن أن يؤدي امتلاك إيران للسلاح النووي إلى عدد من المخاطر. بدايةً، هل يتمتع منظور استخدامها له بالعقلانية؟ إنّ الرئيس الإيراني لا يبالي إطلاقاً بتعبير "صدام الحضارات"، بل لديه رؤيا للعالم الحالي وللأزمنة القادمة، تدّعي توقّع واستعجال العودة القيامية للمهدي المنتظر. بالنسبة للبعض، تتطلب هذه العودة للإمام الثاني عشر اختفاء دولة إسرائيل أولاً، وهي رمز إذلال المسلمين والاستعمار الغربي في أعين الكثيرين. وتطرح

التصريحات المتلاحقة التي أدلى بها محمود أحمددي نجاد واصفاً الدولة العبرية بالورم الذي ينبغي محوه من الخريطة... مسألة عقلانية السياسة الإيرانية في تعاملها مع الملف النووي. بالجهة المقابلة تعتقد وجهة نظر أخرى بأنّ غايات إيران من امتلاك القدرة النووية عقلانية تماماً: الخروج من عزلتها الإقليمية ونشر العقيدة الإسلامية بشكل عام و المذهب الشيعي بشكل خاص. ربما يكون الافتراضان محتملي التحقق في آنٍ معاً.

يمكن أن تتصافر استراتيجيتان بالنسبة لإيران: امتلاك السلاح النووي، وممارسة إرهاب دولي تحت هذه المظلة. حتى تحقيق هذا التزاوج المدمر، يتوجب على النظام الإسلامي تأكيد زعامته ليس على الشرق الأوسط العربي فحسب، بل على العالم الإسلامي ككل. وهو مستعدٌ كسباً للوقت لاستخدام لغة التهديد المزيفة على أمل خداع الدول الأوروبية "المسالمة" بينما تتشغل الولايات المتحدة وحلفاؤها بالمستتبع العراقي. إنّ إيران أحمددي نجاد مقتنعة بأنّ موازين القوة في المنطقة سوف تتغير جذرياً وبصورة دائمة لصالحها ما إذا حصلت على السلاح النووي القادر وحده على اخراجها من حالة العزلة الدولية والاقليمية التي تعيشها.

ان حصول الجمهورية الإسلامية على سلاح نووي سوف يمثل انقلاباً إقليمياً ودولياً حقيقياً. فعلاوةً على الأسباب المذكورة، سوف يعزز النووي الإيراني العناصر الراديكالية في إيران التي ستعتبر الحصول على السلاح النووي - أو حتى الطاقة وحدها - رغم معارضة العالم انتصاراً لها ولسياستها، كما سيكون لذلك تأثيرٌ وخيم على سياق التسلح في الشرق الأوسط، نظراً لأنّ المملكة العربية السعودية ومصر وتركيا ستجد نفسها مضطرة لمراجعة مواقفها والتزاماتها تجاه المسألة النووية حفاظاً على أمنها القومي والتوازن العسكري في المنطقة.

وبعد خروج كوريا الشمالية في عام 1993 من معاهدة عدم انتشار الأسلحة النووية بمجمل نظام حظر الانتشار، فسوف تقضي القنبلة الإيرانية على النظام العالمي للوقاية من الخطر النووي بشكل نهائي، باعتبار أنّ عماده، أي معاهدة حظر انتشار الأسلحة النووية، سيفقد قيمته إذا تمكّنت إحدى الدول الموقعة عليه (في العام 1970) - والتي تحترم التزاماته، على الأقل بشكل رسمي - من الحصول على السلاح النووي. وبالطبع فإن بإمكان هذا الوضع إطلاق الانتشار النووي الذي سعى المجتمع الدولي لتفاديه طيلة الأربعة عقود الماضية مما سوف يؤدي إلى الإخلال بالنظام الدولي بشكل عميق ودائم.

وإذا كنا نقرّ بأنّ طهران لن تضع في غضون سنة شحنةً نووية على رأس صاروخ شهاب البعيد المدى، فهناك احتمالٌ كبير في أن ينتهي الأمر بإيران إلى التزود بهذا السلاح الفتاك. إنّ قوة الدولة ووضعها وكفاءتها قادرة على الوصول بها إلى الهدف الذي يرمى إليه زعمائها منذ أكثر من ثلاثة عقود.

ينبغي هنا التساؤل عما ستفعله الولايات المتحدة إذا ما انخرطت في مواجهة عسكرية مع إيران؟ أقل الخيارات احتمالاً هو اندلاع حربٍ مشابهة للحرب على العراق، فإيران بلدٌ مختلفٌ تماماً بحجمه وعدد سكانه وموارده وموقعه الاستراتيجي. فسوف يتطلب احتلال إيران مشاركة قواتٍ مهولة. فإذا كانت قدرات القوات الإيرانية - المؤلفة من جيشٍ تقليدي وحراس الثورة الإسلامية (البسدران) - محدودة، فإنّ المقاومة، باستثناء المناطق الكردية في الشمال الغربي والبلوشية في الجنوب الشرقي، ربما تتواصل إلى ما لا نهاية خاصةً في المنطقة الوسطى من البلاد.

في الوقت نفسه، يمكن أن يكون للاكتفاء بالضغط الدبلوماسي والعقوبات الاقتصادية على إيران تأثيرٌ عكسي لما هو مرغوب، فيدعم الفئة المتطرفة داخل النظام عبر صهر التيارات القومية والأصولية في الرأي العام الإيراني. وسوف يضيع انتظار الانتخابات الرئاسية الأمريكية واحتمال مراجعة سياسة الولايات المتحدة في هذا الصدد وقتاً ثميناً. كما لن يكون إرغام طهران على توقيع البروتوكول الإضافي لمعاهدة حظر انتشار الأسلحة النووي [3] - الذي يزود الوكالة الدولية للطاقة الذرية بسلطاتٍ أوسع كي تقوم بتفتيش المواقع النووية [4] - كافياً لمنع إيران من أن تصبح قوةً نووية، إذ إنها تستطيع الانسحاب من المعاهدة في أي وقت. أما مضاعفة العقوبات الاقتصادية، فلن يكون فعالاً ومجدياً، إذ تتمتع الجمهورية الإسلامية بثالث احتياطي عالمي من النفط. وهي تصدر 2.7 مليون برميل نفط يومياً، يذهب معظمها إلى آسيا (تستورد اليابان 15 بالمائة من احتياجاتها النفطية من إيران، مقابل 13 بالمائة بالنسبة للصين)، كما تصدر إلى أوروبا (0.8 مليون برميل يومياً). أي عقوبات دولية اذن ستكون فعالةً لضرب إيران دون إشعال أسعار النفط الخام؟ لذا، يمكن التساؤل حول ما إذا كانت العقوبات مجرد وسيلةٍ للغرب - ولاسيما أوروبا - لإراحة الضمير.

إذا كان الخطر الأكبر يتمثل في مستوى التحكم بأسلحة الدمار الشامل، فمن الممكن أن تنحصر الهجمة الأمريكية على تدمير المواقع النووية في إيران. لكنّ الردّ الإيراني المعلن مسبقاً لن يقتصر دون شك على قطع العلاقات مع الوكالة الدولية للطاقة الذرية، بل ربما يتمثل في مبادراتٍ تزعزع الوضع السياسي والعسكري الأمريكي في الخليج وأفغانستان - وبصورة غير مباشرة في باكستان. أقل ما يقال إنّ طهران في موقع قوة، وهذا يجعل قيام الولايات المتحدة بعملٍ حازمٍ ضد الجمهورية الإسلامية أكثر توقّعاً والصيف أكثر سخونةً.

ملاحظات:

- [1] بيير جوليكور، "إيران والمسألة النووية"، مجلة يوان دومير، مركز الدراسات والسياسات الخارجية والأمن بباريس (CEPES)، 15 أيلول/سبتمبر 2003، المجلد الرابع، العدد السادس.
- [2] في 21 شباط/فبراير 2007، أكد المدير العام للوكالة الدولية للطاقة الذرية محمد البرادعي بصدد البرنامج النووي الإيراني أنّ طهران ستتوصل في غضون ستة أشهر إلى "قدرات صناعية" (عسكرية)، وفق الوكالة الإيرانية IRNA.
- [3] جرى التفاوض على هذا البروتوكول إثر اكتشاف برنامج نووي سري في العراق في مطلع التسعينات. وقد وقع 78 من أصل 188 بلداً منضماً إلى معاهدة حظر انتشار الأسلحة النووية على هذا البروتوكول، لكنّ إيران ليست من البلدان الموقعة عليه.
- [4] وفق البروتوكول الإضافي لمعاهدة حظر انتشار الأسلحة النووية، يستطيع مفتشو الأمم المتحدة تفتيش المواقع غير المصرح بها بوسائل مختلفة، مثل أخذ عينات بيئية أو زيارة المواقع المشبوهة دون إخطارٍ مسبق.